

NOUS N'OBTIENDRONS QUE CE QUE NOUS IRONS CHERCHER EN GRÈVE LE 20 FÉVRIER !

Le 22 janvier, La Poste présentait aux organisations syndicales ces propositions dans le cadre des négociations salariales (NAO). Pour les classes I et II la direction annonce 0,6 % d'augmentation. Pour les classes III et IV il y a uniquement une enveloppe de 1 % en moyenne sous forme d'augmentations individuelles (donc à la tête de l'agent...). Ces propositions sont loin du compte. En particulier avec des bénéficiaires qui pourraient atteindre 1,2 milliard en 2024, l'équivalent de 4800€ par postier-es du Groupe!

Les poches sont vides...

Inflation, crise énergétique, salaires qui stagnent, les portefeuilles sont plus qu'à sec. Nous sommes de plus en plus nombreux à devoir faire chaque jour des choix sur l'alimentation, les déplacements, les loisirs, le logement, les factures...

Pourtant, selon la direction, tout le monde gagnerait au minimum 10 % de plus que le SMIC! Comme pour les températures, il y aurait donc un « salaire réel » et un « salaire ressenti »? Quand on regarde nos bulletins de paie, on n'a pas l'impression d'être aussi bien lotis!

On pourrait faire comme nos patrons, tordre les chiffres dans tous les sens, ajouter les tickets resto, le complément familial et les primes, mais le constat reste le même : les postier-es sont mal payé-es, qu'ils soient salarié-es ou fonctionnaires, nouvellement embauché-es ou avec de l'ancienneté!

Le problème est bien celui de la répartition des richesses. Il n'est pas acceptable que certains se gavent pendant que des millions de personnes survivent. Le gouvernement et les patrons ont évidemment une lourde responsabilité dans la baisse des salaires réels ces dernières années. **C'est le moment d'une revalorisation massive des salaires.**

Depuis des années la direction de La Poste se contente de lâcher quelques miettes aux postier-es en termes d'augmentations de salaire.

La suppression de la Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat a impacté plus de 20000 fonctionnaires dont la carrière et le traitement sont figés. La Poste a épargné 20 millions d'€ sur ce sale coup du gouvernement, les NAO sont une bonne occasion de les distribuer.

De l'argent, il y en a!

Quand on écoute nos dirigeants, il n'y a pas d'argent à La Poste, tout va mal, on devrait s'estimer heureux d'être payés! Pour Sud, ce discours ne tient pas. La fin de mois,

quand La Poste compte en millions, nous on compte en euros et en centimes.

Oui, il y a de l'argent dans les caisses de La Poste, dans la poche des actionnaires... à nous d'aller le chercher.

Les bénéficiaires de La Poste n'ont jamais été aussi importants que ces dernières années. Et l'annonce des résultats de 2024 prévue fin février ne devrait pas déroger à cette tendance.

Allons chercher ce qui nous revient!

Nous avons des propositions concrètes pour l'ensemble des postier-es, fonctionnaires et salarié-es, donc, quel que soit le statut. Et c'est par la mobilisation que nous obtiendrons de véritables augmentations. Discutons de la façon de gagner sur ces revendications, pour prendre ce qui nous revient! C'est en se coordonnant dans nos luttes et par l'unité que nous gagnerons.

Une rencontre intersyndicale (Sud, CGT, CFDT, FO, CFTC) s'est tenue le 6 février. Nous sommes en attente de la réponse des autres fédérations quant à la possibilité d'avoir pour une fois une mobilisation unitaire devant le ridicule des propositions de la direction à ce stade. La fédération SUD PTT, tout comme ses syndicaux locaux, mettra tout en œuvre pour que la réponse du personnel soit la plus massive possible.

C'est toutes et tous ensemble que nous devons construire les mobilisations et imposer le rapport de force nécessaire pour obtenir ce qui nous revient!



Les propositions de la direction

Pour les salarié-es classes I et II :
Revalorisation du point de 0,6 %

Pour les salarié-es classes III :
Enveloppe moyenne de 1 % d'augmentation individuelle — aucune augmentation générale garantie

Pour les salarié-es classes I, II et III :
1 % d'augmentation du Complément De Rémunération (CDR)

Pour les Groupes A et B :
Enveloppe moyenne de 1 % d'augmentation individuelle

Pour les fonctionnaires
aucune mesure... pour 38 000 personnes !

Mesures pour les DOM
+1 % sur la PUM
Prime BINO étendue à Mayotte à partir d'avril 2025

Les revendications de Sud PTT

Pour toutes et tous, salarié-es et fonctionnaires :

- 2000 € net mensuels à l'embauche et des mesures spécifiques pour les bas salaires.
- 140 € d'augmentation net/mois du CDR comme mesure de rattrapage de l'inflation des années 2022-2023
- 300 € d'augmentation net/mois du CDR
- Création d'un 13e mois avec maintien des primes existantes.
- Création d'un congé menstruel et hormonal
- Renégociation des grilles pour corriger l'effet tassement et smicardisation, avec un minimum de 60 € entre chaque échelon.
- Prolongation des grilles au-delà de 28 ans et réduction de la durée des échelons.
- Création de grilles à l'ancienneté pour les classes III et IV.
- Des augmentations générales pour les classes III et IV.
- Forfait Mobilité Durable (FMD) de 800 € par an
- +100 €/an sur toutes les tranches de l'Indemnité de Transport Individuel (ITVP)
- la revalorisation de l'indemnité kilométrique basée sur le barème fiscal et revalorisation de l'indemnité repas.
- Prise en charge à 75 % du forfait transport en commun.
- Revalorisation de toutes les primes et indemnités chaque année et le rattrapage pour celles qui n'évoluent plus depuis des années, comme l'heure de nuit gelée depuis 7 ans.

Mesures spécifiques DOM

- Revalorisation de la Prime Ultra Marine de 5 %.
- Rétroactivité de la prime BINO pour Mayotte

La Poste convoque le 20 février les fédérations syndicales pour signer des miettes ? Si c'est cela la négociation, parlons le seul langage qu'ils comprennent : la mobilisation.

Devant nos centres, nos bureaux, nos directions ou le Siège, soyons présent-es et en grève dans tous les métiers !